

Allocution de Mr Guy De Lannoy
Représentant de la FAO en Algérie
à l'occasion de la célébration de la
Journée Mondiale de l'Alimentation sur le thème
«Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire»

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural,

Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité Nationale,

Monsieur le Ministre de la Jeunesse et des Sports,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Membres du Corps Diplomatique,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales en Algérie,

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier, au nom de Monsieur Jacques Diouf, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, d'être venus si nombreux pour célébrer cette 26^{ème} Journée Mondiale de l'Alimentation. Votre présence à cette manifestation témoigne, j'en suis sûr, de votre volonté de construire un monde plus solidaire et de votre engagement pour combattre, aux côtés de la FAO, l'indifférence coupable devant ces fléaux que sont la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde.

Le thème choisi cette année par la FAO, *«Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire»*, met en exergue le rôle déterminant des investissements publics et privés dans le développement du secteur agricole au sens large. En effet, en dépit du rôle moteur que joue l'agriculture dans les économies de nombreux pays en développement, en tant que créateur d'emplois et de revenus, ce secteur vital manque cruellement d'investissements. Pour développer la capacité de production et lutter contre la pauvreté dans les zones rurales, la FAO préconise aujourd'hui de canaliser plus de fonds vers l'agriculture et le développement des infrastructures rurales.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Le thème de cette Journée Mondiale de l'Alimentation est l'occasion pour moi de saluer ici les efforts, en tous points remarquables, qui ont été déployés par l'Algérie afin de mettre en application l'engagement pris par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine, réunis à Maputo en

2003, pour adopter des politiques déterminées en faveur de l'Agriculture et du Développement Rural et y consacrer pendant 5 ans, au moins 10 % de leur budget. En effet, il est important de constater qu'une proportion de plus en plus élevée du budget d'investissement – pratiquement 19 % en 2003 – est allouée au secteur agricole et rural. Par ailleurs, l'agriculture est devenue, grâce au PNDA, une force motrice importante dans l'économie, puisqu'elle occupe désormais la 3^{ème} place en terme de contribution au PIB, soit environ 10% et emploie plus du quart de la population active.

Depuis lors, la tendance n'a cessé de se conforter, notamment suite au lancement en 2005 du Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance qui prévoit, rien que pour le secteur de l'agriculture et du développement rural, une enveloppe moyenne annuelle d'environ 800 millions de dollars américains. A ces investissements, il faut ajouter les quelques 300 millions de dollars qui seront injectés en moyenne chaque année dans le développement de l'agriculture et de l'irrigation, au titre des Programmes Spéciaux Complémentaires en faveur des Wilayas du Sud et des Hauts Plateaux.

La mise en oeuvre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique qui constitue le volet agricole du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a également connu des avancées significatives qui mettent désormais l'Algérie en ligne avec les 51 autres pays africains. Avec l'appui technique de la FAO, un Programme National d'Investissement à Moyen Terme a été élaboré et des projets d'investissements bancables ont été formulés sur la base des grands axes de la stratégie de développement agricole et rural du gouvernement. En cas de financement, ces projets permettront de renforcer encore davantage les investissements en faveur du secteur agricole et rural.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Au cours de l'année 2006, la FAO s'est attachée à partager avec l'ensemble de ses partenaires algériens son expertise ainsi que son vaste éventail de connaissances techniques, particulièrement dans les domaines suivants : la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, l'intensification et la gestion rationnelle des systèmes de production agricole, la lutte préventive contre les maladies animales transfrontalières (en particulier la grippe aviaire), la lutte anti-acridienne, la nutrition et la protection des consommateurs, le financement du développement durable du secteur rural, la libéralisation du commerce des produits agricoles et l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural, en particulier à travers la mise en oeuvre des projets TeleFood.

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier chaleureusement le Gouvernement algérien pour sa contribution exemplaire en matière de lutte anti-acridienne, tant au niveau national que régional. En effet, la coopération de l'Algérie avec les pays du Sahel durant la période 2003/2005 avait largement contribué à mettre fin au cours de l'été 2005 à la dernière et dramatique recrudescence acridienne en Afrique de l'Ouest et du Nord. Le dispositif de surveillance et de lutte qui avait été mis en place est d'ailleurs toujours à pied d'oeuvre, ce qui permettra, j'en suis convaincu, de faire face aux nouvelles menaces potentielles liées aux importantes infestations de criquet pèlerin qui viennent d'être signalées il y a une dizaine de jours dans le Nord-Ouest de la Mauritanie. La situation est actuellement prise très au sérieux par la FAO ainsi que les pays concernés dont l'Algérie, et des mesures appropriées ont d'ores et déjà été prises pour affronter ces nouvelles infestations de manière énergique et aussi rapide que possible.

Face aux nombreux défis et enjeux qui se profilent à l'horizon, particulièrement dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement, la FAO s'attachera à rester un partenaire attentif et dynamique aux côtés de l'Algérie. Aussi, je tiens à vous confirmer ici solennellement l'entière disponibilité de l'Organisation pour renforcer et étendre son soutien à tous les départements ministériels concernés aussi bien par le développement agricole et rural ou la sécurité alimentaire, que le développement durable de l'élevage, des pêches et des forêts.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai maintenant l'honneur de vous lire le message que Monsieur Jacques Diouf, Directeur Général de la FAO, vous adresse à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2006.

***Début du message** « Par ses contributions à l'amélioration de la nutrition et des niveaux de vie, l'agriculture est un élément moteur des civilisations humaines. Elle assure la production et la distribution des produits de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie, et elle produit des aliments en quantités suffisantes pour nourrir l'humanité tout entière.*

En dépit des progrès réalisés dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, plus de 850 millions de personnes restent en proie à la faim et à la pauvreté. Notre plus grand défi est d'atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et le premier objectif du Millénaire pour le développement, consistant à réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde à l'horizon 2015.

*Le thème choisi pour la Journée mondiale de l'alimentation et TeleFood de cette année est « **Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire** » car « **le monde entier y gagnera** ». Il s'agit de mettre en relief le rôle des investissements, publics et privés, dans l'agriculture. Il convient d'encourager les mesures visant à améliorer les moyens d'existence en milieu rural, en inversant la tendance à la baisse des investissements publics dans l'agriculture que l'on a observée ces vingt dernières années.*

Soixante-dix pour cent de ceux qui ont faim de par le monde vivent en milieu rural. C'est donc dans ces zones qu'il faut absolument fournir des aliments et des emplois. Les semences qu'un paysan aura plantées permettront à terme l'apparition d'une exploitation agricole florissante qui paiera des impôts, contribuant ainsi à la construction d'écoles et de routes rurales. Le développement agricole constitue la première étape sur la voie d'une croissance économique durable. Tout un chacun tire avantage des investissements dans l'agriculture.

Depuis 1964, la FAO joue un rôle de premier plan au sein du système des Nations Unies pour mobiliser des fonds, à l'échelle internationale et nationale, en faveur de l'agriculture dans les pays en développement et les pays en transition. La coopération que la FAO a établie avec les organismes de financement lui a permis d'aider 165 États membres à obtenir des fonds à l'appui de près de 1 600 programmes et projets d'investissements agricoles et ruraux, pour un montant total de 80 milliards de dollars EU d'engagements de crédits !

Accroître les investissements dans l'agriculture est un défi particulièrement important en Afrique. Les gouvernements de la région ont admis qu'il était urgent d'investir leurs propres ressources dans l'agriculture. Dans la Déclaration de Maputo, en 2003, les Chefs d'État africains ont pris l'engagement

d'allouer, dans un délai de cinq ans, 10 pour cent de leur budget national au développement agricole et rural, ce qui revient à multiplier par deux le niveau actuel des ressources qui y sont consacrées.

On a constaté récemment une nette augmentation des prêts en faveur de l'agriculture. Les programmes de remise de la dette, renforcés par la décision prise par le G-8 en 2005, commencent déjà à dégager des ressources nationales pouvant être investies dans le secteur agricole. Cela étant, il reste encore beaucoup à faire et il faudrait prendre des mesures novatrices.

Il est absolument nécessaire d'augmenter le volume des investissements publics dans l'agriculture, condition indispensable pour que ce type d'assistance donne de meilleurs résultats. Un mécanisme important est la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, consortium rassemblant 26 organismes donateurs au service du développement, dont la FAO partage la présidence avec le Ministère fédéral allemand de la coopération technique et du développement. Cette plateforme vise à améliorer l'efficacité de l'aide fournie par les donateurs et à concentrer les efforts sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'accroissement de l'aide au développement, les investissements publics et l'allègement de la dette sont certes essentiels, mais il faudrait attacher tout autant d'importance aux investissements en provenance du secteur privé. Les agriculteurs pratiquant une agriculture commerciale, les négociants, les fournisseurs d'intrants, les entreprises de transformation et les industries agroalimentaires transnationales contribuent tous à un système global d'investissements qui est susceptible d'aider les populations rurales à tirer profit de la production, de la commercialisation et de la vente des produits agricoles. Il est néanmoins important de se rappeler que ce sont les petits exploitants qui investissent le plus dans l'agriculture.

« Promouvoir des partenariats mutuellement avantageux » est le mot d'ordre qui inspire le nouveau modèle de coopération entre les secteurs public et privé. Il s'agit d'explorer des moyens innovants d'associer les producteurs (petits exploitants et coopératives), les industries agroalimentaires et les gouvernements pour donner naissance à des initiatives ayant des retombées bénéfiques. Il incombe principalement aux gouvernements de créer un environnement sociopolitique stable, de mettre en place des cadres juridiques facilitant l'accès à la terre et à l'eau, de faire appliquer les normes, de favoriser un climat plus propice aux investissements privés et de mettre en place les infrastructures rurales essentielles.

*A l'occasion de cette Journée mondiale de l'alimentation, prenons l'engagement d'accroître les investissements dans l'agriculture – dans l'intérêt du monde entier.» **Fin du message.***

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de conclure en réitérant, au nom de la FAO, ma gratitude au Gouvernement algérien pour son soutien constant aux actions et aux initiatives menées par l'Organisation. J'adresse également mes remerciements au Comité National de la JMA pour sa contribution au succès de cette 26^{ème} édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation.

Je vous remercie de votre aimable attention.